



Paul Wille

Mercredi 17 novembre 2010, le peuple malgache a parlé. Clairement et en grand nombre, ce peuple a voté OUI dans un scrutin très clair qui est le premier d'une série de quatre consultations populaires.

Le Président de la HAT Andry RAJOELINA, entame ainsi la réalisation d'une quatrième république dont il sera le père fondateur et le chef spirituel.

Ensemble avec d'autres parlementaires et ex-parlementaires de l'Europe, j'ai eu l'honneur d'observer le processus technique de ce scrutin, qui se situe globalement dans les normes et les standards appliqués par les instances internationales telles que le conseil de l'Europe ou l'OSCE.

Certes, pourrait-on améliorer la liste électorale et l'organisation pratique dans certains bureaux de vote. Comme dans beaucoup de pays en Europe rien n'est parfait. J'ai néanmoins pu constater que partout les citoyens se disaient être heureux de nous voir comme observateurs internationaux et étaient fiers de participer à l'évènement du scrutin.

Une minorité a voté NON. C'est leur droit démocratique le plus strict, mais une très large majorité, plus des deux tiers des votes exprimés a dit OUI.

C'est une majorité claire qui suffit à modifier de manière crédible la constitution dans plusieurs pays de l'Europe.

Le résultat fait une grande impression à Madagascar.

On peut raisonnablement attendre qu'il y ait aussi des conséquences positives au niveau international.

Dans le passé, la Communauté internationale avait posé des conditions au scrutin à venir. Mais rien ne peut être unilatéral !

Les échéances des scrutins à venir sont claires, je pense concrètement que les conditions posées par la Communauté internationale pour renouer le dialogue avec Madagascar sont respectées.

Il est grand temps de montrer que les préjugés défavorables sur ce pays et l'application d'un double standard qui ne favorisent en ce moment que les hommes du passé ne peuvent plus être maintenus.

Après le scrutin du 17 novembre 2010, il est temps que les organismes internationaux, tant européens qu'africains, fassent preuve d'une énergie positive.

J'en appelle à tous ceux qui veulent sincèrement l'accomplissement de tous les processus démocratiques à Madagascar, qu'ils donnent des signes clairs.

A l'Union Européenne et au Parlement européen, je demande d'encourager Madagascar, en débloquant les fonds à caractère social pour qu'enfin ils arrivent chez les malgaches les plus démunis.

Le contrôle d'utilisation des fonds doit être, certes être garanti mais le soutien à ceux qui ont fuit le pays après l'avoir gouverné et qui continuent à prôner une stratégie d'opposition sur le dos des pauvres, doit s'arrêter.

Je demande en outre au Parlement européen, d'adapter le texte de sa résolution du 12 février de sorte à permettre que la commission de Venise, qui est l'instance d'experts du Conseil de l'Europe, soit incessamment invitée à coopérer avec la CENI pour améliorer encore le processus électoral dans ce pays.

Je demande enfin à l'Union africaine, et au pays voisins de Madagascar de tirer des conséquences positives du scrutin du 17 novembre.

Voilà des points concrets permettant de réorienter la position de la Communauté internationale qui pourra ainsi renouer positivement avec le peuple malgache qui s'est exprimé en toute clarté. Il sera possible ensuite de parler de la réintégration entière du pays dans la grande famille internationale par un dialogue constructif qui permettra de conforter le pays et ses dirigeants dans la voie des valeurs des démocraties modernes, de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme et de la lutte contre la corruption car à Madagascar, la démocratie a certes ses devoirs mais aussi ses droits.

Paul WILLE. Sénateur honoraire de Belgique, ancien Vice Président du Conseil de l'Europe

Alain Destexhe, Sénateur sortant de Belgique et député de la communauté française de Belgique